

IDÉES



RECHERCHES | CHRONIQUE

PAR PAUL SEABRIGHT

La technologie, outil de lutte contre la pauvreté

Alors que l'impact de la technologie numérique sur les sociétés avancées est le sujet d'un grand nombre d'évaluations, son impact sur les sociétés plus pauvres est bien plus difficile à chiffrer. Quelle est l'importance de la téléphonie mobile dans les pays pauvres, par exemple, par rapport à des infrastructures sanitaires ? La technologie numérique est-elle même un luxe que les sociétés pauvres devraient éviter pour se concentrer sur les nécessités de la vie ?

En 2009, le gouvernement indien a annoncé le plus grand programme de biométrie que le monde ait jamais vu : le programme Aadhaar, qui fournira un numéro personnel d'identité unique à chacun de ses 1,2 milliard de citoyens par le biais d'un programme de reconnaissance par l'iris et l'empreinte digitale. Cette identité sera utilisée pour effectuer des virements directs à tout citoyen bénéficiaire des programmes de sécurité sociale. L'initiative a provoqué du scepticisme – la technologie va-t-elle fonctionner ? Les bénéfices de ces virements directs vaudront-ils le coût de l'investissement en infrastructure ?

Le programme Aadhaar est encore trop embryonnaire pour qu'on puisse répondre à ces questions. Mais, en mars, trois chercheurs travaillant aux Etats-Unis ont fait circuler en document de travail l'étude étonnante d'un programme similaire mis en place par le gouvernement de l'Etat indien d'Andhra Pradesh en 2006 (« Payments Infrastructure and the Performance of Public Programs : Evidence from Biometric Smartcards in India », Karthik Muralidharan, Paul Niehaus et Sandip Sukhtankar, NBER Working Paper n° 19999, www.nber.org/papers/w19999.pdf).

Ce travail décrit la distribution de *smartcards* (cartes « intelligentes », à puce) qui ont été utilisées pour donner accès à des paiements directs aux bénéficiaires d'un programme de travail garanti et d'un programme de pensions. Chaque citoyen s'identifie par

ses empreintes digitales pour réclamer son argent, ce qui devrait rendre la fraude et la corruption plus difficiles ; de plus, les bénéficiaires peuvent le faire dans leurs propres villages plutôt que de devoir se rendre en ville.

Les chercheurs ont travaillé avec le gouvernement de l'Etat pour distribuer de façon aléatoire des smartcards sur une population de quelque 19 millions d'individus.

Ils ont ensuite comparé leurs résultats à ceux des participants de localités où les *smartcards* avaient été distribuées en premier (deux ans après le début du programme, quand le taux d'accès aux smartcards avait atteint 50 %), et à ceux de localités qui attendaient encore leur tour.

Gains impressionnants

Les résultats sont impressionnants. Déjà, le gain de temps dont bénéficient les utilisateurs pour récupérer leur argent vaut largement le coût de l'investissement dans l'infrastructure. Plus important, le taux de « perte » de fonds dans le programme de travail garanti (une perte due à la corruption, et mesurée par la différence entre l'argent versé par l'Etat et celui reçu par les bénéficiaires) est tombé de 30,7 % à 18,5 %. Les versements aux bénéficiaires ont ainsi augmenté de plus de 20 %, une hausse égale à neuf fois le coût de l'infrastructure.

Par rapport à des évaluations de programme menées dans un contexte limité, souvent par des ONG, l'échelle de cette étude, rarement vue auparavant, donne la mesure du potentiel du programme Aadhaar pour l'ensemble du pays.

C'est une confirmation, surprenante pour certains, que la technologie numérique n'est pas un jouet des pays riches mal adapté aux plus pauvres de la planète, mais plutôt un outil à saisir pour sortir de cette pauvreté. ■

PAUL SEABRIGHT
est professeur
à l'Ecole
d'économie
de Toulouse